

Génocide rwandais : un ancien militaire français dénonce la "complicité morale et politique" de François Mitterrand et son entourage

France Info, 27 mars 2021

Le vétéran de l'opération Turquoise réagit à la publication du rapport Duclert sur le génocide des Tutsis.

"La responsabilité de François Mitterrand et de son entourage est accablante dans cette affaire du soutien aux génocidaires du Rwanda", affirme sur franceinfo, samedi 27 mars, Guillaume Ancel, ancien lieutenant-colonel de l'armée française, vétéran de l'opération Turquoise, après la publication du rapport de la commission Duclert qui pointe les "responsabilités lourdes et accablantes" de la France dans le génocide des Tutsis en 1994. L'ex-militaire évoque une "complicité morale et politique" de l'Elysée.

"Il serait temps de demander des comptes à Hubert Védrine", qui a été le secrétaire général de l'Elysée au moment du génocide des Tutsis,

ajoute Guillaume Ancel. En revanche, il estime que ce rapport "est complètement indigent sur l'opération Turquoise" et sur ce qu'il appelle la "responsabilité secondaire des militaires".

franceinfo : il y a deux ans vous écriviez dans *Le Monde* que "*Le Rwanda est sans doute un désastre français*". Aujourd'hui, avec ce rapport Duclert, on peut enlever le "sans doute" ?

Guillaume Ancel : Malheureusement, oui. Mais je dirais que le rapport Duclert, ce sont des ombres et des lumières. Lumières d'abord, parce qu'il établit clairement les responsabilités politiques de l'Elysée dans cette affaire du soutien aux génocidaires du Rwanda, génocide que nous aurions pu empêcher, ce n'est pas ce nous avons fait. La responsabilité de François Mitterrand et de son entou-

rage est accablante, notamment celle de son secrétaire général Hubert Védrine. Il serait temps de lui demander des comptes. Ce qui est intéressant dans le rapport Duclert c'est qu'il établit très clairement la responsabilité primaire de cette affaire. Une responsabilité qui est politique et je salue au passage la détermination du président Macron qui a permis, c'est historique, la reconnaissance de cette faillite politique et morale de l'État français. La commission Duclert établit clairement aussi qu'il n'y a jamais eu de double génocide, c'est un mensonge mitterrandien pour atténuer la responsabilité du génocide contre les Tutsis et ça, ça s'appelle du négationnisme.

C'est d'ailleurs toujours la version d'Hubert Védrine qui affirme que ces livraisons d'armes répondaient à l'appel du Front patriotique rwandais, un mouvement tutsi qui aurait massacré des cadres hutus. Pour vous, c'est un argument qui est recevable ?

Non. Et pour moi, ce sont les zones d'ombre du rapport Duclert. Ils n'ont pas eu le temps, ils n'ont pas eu les moyens d'aller examiner en profondeur l'analyse des opérations militaires. Le rapport est complètement indigent sur l'opération Turquoise. Or, l'opération Turquoise a empêché les génocidaires d'être balayés par le FPR.

Hubert Védrine ose expliquer que les livraisons d'armes étaient justifiées. Guillaume Ancel à franceinfo

Je rappelle juste qu'on était sous mandat humanitaire, sous embargo de l'ONU et que malheureusement c'est l'armée française qui a reçu l'ordre de recevoir la livraison de ces armes à l'aéroport de Goma. Et moi, comme jeune officier, j'ai assisté à une livraison d'armes dans des camps de réfugiés dans lesquels nous avons incité les génocidaires à s'installer du côté zaïrois pour pouvoir continuer leur résistance. Donc il y a aussi une responsabilité secondaire, secondaire certes, mais une coresponsabilité des militaires qui ne peuvent pas dire seulement qu'ils ont obéi aux ordres. Car un officier est responsable de ce qu'il fait.

Vous avez participé à l'opération Turquoise, les militaires français étaient présent alors que le génocide étaient en train de se produire. L'aveuglement est alors total ?

Il est total et il est entretenu. Quand on arrive au Rwanda, ce qui est frappant, c'est qu'on n'a pas débarqué du bon côté. On n'aurait

jamais dû s'installer au milieu des forces gouvernementales alors qu'elles étaient en train de commettre le génocide. Ce qui est terrible, c'est qu'à l'époque, l'Elysée peut dire qu'il n'était pas au courant. Mais tout le monde leur a dit, les soldats gouvernementaux s'en vantaient. Ils nous demandaient pourquoi on ne les aidait pas à terminer le travail. Ils avaient du sang jusqu'au cou.

Comment pouvait-on ignorer, comment a-t-on pu faire l'autruche au point de ne pas comprendre que les gens que nous aidions étaient ceux qui commettaient le génocide? Guillaume Ancel à franceinfo

À mon avis, dans le rapport Duclert, il n'y a pas une analyse assez approfondie de cet épisode. Quand les organisateurs du génocide sont aux mains de l'opération Turquoise, c'est-à-dire des militaires français, et qu'on demande de les arrêter, on reçoit l'ordre de les escorter pour qu'ils puissent s'enfuir au Zaïre et continuer

leur combat. Donc on voit bien qu'il y a un aveuglement, malheureusement, il a été aussi partagé par les militaires. C'est pour ça que je pense qu'il ne faut pas qu'on élude la responsabilité des militaires dans cette affaire.

Les historiens parlent d'une faillite française, mais pas de complicité de génocide. Vous comprenez cette nuance?

Je pense qu'il y a une petite confusion avec la complicité juridique. La commission a raison de rappeler qu'en terme légal, en termes de loi, il n'y a jamais eu d'intention génocidaire de la part de l'Elysée. On n'a jamais pensé que Hubert Védrine avait espéré participer à un génocide. Mais par contre, il y a une complicité morale et politique - puisque quand on livre des armes et quand on soutient des génocidaires puisque c'est l'intervention de l'armée française déclenchée par l'Elysée qui a empêché à ces génocidaires d'être balayés - quand on les soutient de cette manière, oui il y a une complicité morale. Nous, en tant que citoyens français, on a le droit de penser ce qu'on veut du rôle qu'a joué l'Elysée à cette époque.

Ce rapport d'historiens sur le Rwanda, c'est un pas. Peut-on aller plus loin maintenant?

Je pense que c'est indispensable d'aller plus loin. Il ne faut pas qu'on laisse penser que l'armée est une oie blanche qui ne savait pas ce qu'elle

faisait. Il y a cette question de responsabilité. Moi, ce que je note simplement, c'est que ce rapport Duclert c'est une étape qui est cruciale. Nous étions une poignée à nous battre pour que la vérité soit faite sur ce sujet du Rwanda, nous étions soutenus par les associations qui défendent la mémoire de la Shoah et des droits de l'Homme. C'est désormais le président de la République qui reconnaît publiquement les dérives et la faillite du pouvoir mitterrandien. Mais ce rapport Duclert est clairement insuffisant pour comprendre complètement cette affaire, comme cette commission le reconnaît d'ailleurs. Il faut continuer sur cette volonté politique de chercher la vérité parce que c'est un chemin sans fin.